



RAPPORT SEMESTRIEL 2012-2013

1. Personnes responsables	4
2. Contrôleurs légaux des comptes	4
3. Facteurs de risques.....	5
4. Examen de la situation financière et du résultat.....	6
4.1. Situation et activité du Groupe	6
4.2. Division Electronics	6
4.2.1. Microelectronics	6
4.2.2. Specialty Electronics.....	7
4.2.3. Layer Transfer Solutions.....	7
4.2.4. Equipement.....	7
4.3. Division Solar energy	7
4.4. Marge brute	7
4.5. Recherche et Développement	8
4.6. Charges d'exploitation.....	9
4.6.1. Frais commerciaux et de marketing.....	9
4.6.2. Frais de lancement de projets photovoltaïques	9
4.6.3. Frais généraux et administratifs	9
4.7. Résultat opérationnel courant.....	9
4.8. Résultat opérationnel	9
4.9. Résultat financier.....	10
4.10. Résultats et impôts	10
4.11. Bilan	10
4.11.1. Actifs non courants	10
4.11.2. Besoin en fonds de roulement	11
4.11.3. Fonds propres	11
4.11.4. Dettes financières	11
4.11.5. Position nette de trésorerie.....	12
4.12. Trésorerie et financement	12
4.13. Objectifs de la politique de gestion de trésorerie.....	12
4.14. Principales transactions avec les parties liées.....	12
5. Informations sur les tendances	12
6. Informations financières	14
6.1. Comptes consolidés au 30 septembre 2012	14
6.1.1. Compte de résultat consolidé.....	14
6.1.2. Résultat global.....	14
6.1.3. Bilan	15
6.1.4. Tableau de variation des capitaux propres.....	16
6.1.5. Tableau de flux de trésorerie	18
6.1.6. Information sectorielle	19
7. Notes aux états financiers consolidés du 30 septembre 2012	21
7.1. Présentation de la société et de l'activité.....	21
7.2. Règles et méthodes comptables	21
7.2.1. Principes de préparation des états financiers	21
7.2.2. Événements de la période	22
7.2.3. Périmètre de consolidation	22
7.3. Notes sur le bilan.....	23
7.3.1. Acquisitions et cessions d'immobilisations.....	24
7.3.2. Stocks	25
7.3.3. Créances clients.....	25
7.3.4. Trésorerie et équivalents de trésorerie	26

7.3.5.	Distributions de dividendes.....	26
7.3.6.	Paiements fondés sur des actions	26
7.3.7.	Actifs et passifs éventuels.....	26
7.3.8.	Emprunts et dettes financières.....	27
7.3.9.	Provisions et autres passifs non courants	27
7.4.	Notes sur le compte de résultat	28
7.4.1.	Frais de personnel	28
7.4.2.	Frais de recherche et développement.....	29
7.4.3.	Dotations aux amortissements inclus dans le compte de résultat consolidé.....	29
7.4.4.	Autres produits et charges opérationnels.....	29
7.4.5.	Charge d'impôt	30
7.4.6.	Résultat net par action	30
7.5.	Autres informations	30
7.5.1.	Saisonnalité de l'activité	30
7.5.2.	Informations relatives aux parties liées.....	31
7.6.	Evènements postérieurs à la clôture.....	31

8. Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle Période du 1^{er} avril au 30 septembre 2012 31

1. Personnes responsables

Responsable du rapport financier semestriel

Monsieur André-Jacques Auberton-Hervé, Président directeur général.

Attestation du responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, qu'à ma connaissance, les comptes consolidés sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels, une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice ainsi que des principales transactions entre parties liées.

Le 13 novembre 2012

André-Jacques Auberton-Hervé

Président Directeur Général

2. Contrôleurs légaux des comptes

Commissaires aux comptes titulaires

Cabinet Muraz Pavillet représenté par Monsieur Christian Muraz

3, chemin du Vieux Chêne – 38240 Meylan

- Date du premier mandat : 27 février 1992
- Renouvellement du mandat : 7 juillet 2010
- Date d'expiration du présent mandat : Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2016.

PricewaterhouseCoopers Audit représenté par Monsieur Philippe Willemin

63, rue de Villiers – 92208 Neuilly sur Seine

- Date du premier mandat : 7 juillet 2010
- Date d'expiration du présent mandat : Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2016.

Commissaires aux comptes titulaires suppléants

René-Charles Perrot (suppléant du Cabinet Muraz Pavillet)

65, boulevard des Alpes – 38240 Meylan

- Date du premier mandat : 27 février 1992
- Renouvellement du mandat : 7 juillet 2010
- Date d'expiration du présent mandat : Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2016

Yves Nicolas (suppléant du Cabinet PricewaterhouseCoopers Audit)

63, rue de Villiers – 92208 Neuilly sur Seine

- Date du premier mandat : 7 juillet 2010
- Date d'expiration du présent mandat : Assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2016.

3. Facteurs de risques

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe sera confronté au cours des six mois restants de l'exercice 2012-2013 n'ont pas connu d'évolution significative par rapport à ceux identifiés au chapitre 4 « Facteurs de risque » des pages 7 à 13 du Document de Référence 2011-2012 de Soitec, déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 15 juin 2012 sous le numéro D.12-0619.

Les principaux facteurs de risque et les mesures mises en place par le Groupe pour y faire face sont les suivants :

Dans la division *Electronics* :

- La forte dépendance du Groupe à l'activité des semi-conducteurs, caractérisée par l'évolution rapide de la demande des clients
- La forte dépendance du Groupe vis-à-vis des options prises par ses principaux clients pour les prochains nœuds technologiques dans un contexte de forte concurrence entre les leaders du marché ;
- La concentration du chiffre d'affaires sur un petit nombre de clients du secteur des semi-conducteurs, les trois premiers représentant 81 % des ventes de la division ;
- Le caractère cyclique de l'industrie des semi-conducteurs qui impacte de façon importante les ventes du Groupe, ses bénéfices, sa gestion des stocks, la valeur globale de l'entreprise et le cours de l'action ;
- L'impact des fluctuations à court terme de la demande sur les résultats financiers, du fait de la difficulté pour le Groupe de quantifier les marchés finaux de ses principaux clients et d'adapter rapidement sa structure de coûts ;
- L'utilisation de produits chimiques dans le cycle de production, dont le traitement et le recyclage présentent un risque pour le personnel et pour l'environnement.

Dans la division *Solar Energy* :

- Le caractère novateur de la technologie photovoltaïque à concentration (CPV) et le caractère aléatoire de sa pénétration sur le marché des énergies renouvelables, qui dépend de facteurs multiples dont certains ne sont pas sous le contrôle du Groupe ;
- Le cycle de développement des projets utilisant la technologie CPV nécessite la structuration de pré-financements élevés ; peut impacter le mode de reconnaissance du chiffre d'affaires ; requiert la mise en place par le Groupe de garanties dont l'appel peut impacter défavorablement la rentabilité des projets.
- Le fait que le développement de projets de centrales solaires utilisant la technologie CPV dépende de la disponibilité de subventions pour le Groupe ou ses clients ;
- La gestion de la croissance dans le secteur du CPV, qui implique pour le Groupe de mettre en adéquation ses moyens de production avec ses prévisions de ventes tout en demeurant bénéficiaire ;
- Le risque lié à l'absence d'autorisation administrative pour la construction de centrales solaires utilisant la technologie CPV, pouvant conduire à l'abandon du projet et à la non-reconnaissance du chiffre d'affaires ;
- Le développement potentiel d'un cadre juridique restrictif encadrant les activités de production d'énergie solaire utilisant la technologie CPV, qui pourrait impacter le développement du Groupe dans ce domaine.

De façon générale :

- L'exposition du Groupe à l'évolution de la parité entre le dollar américain et l'euro : la majorité du chiffre d'affaires du Groupe est réalisée en dollars alors que la plupart des coûts de production sont libellés en euros ;
- L'intensité de l'effort de recherche et développement mis en oeuvre par le Groupe, qui représente un investissement important partiellement compensé par des aides publiques dont la pérennité pourrait être mise en cause ;
- La difficulté d'accompagner la croissance du Groupe qui nécessite d'importantes ressources financières, techniques et humaines ;
- La dépendance du Groupe vis-à-vis de sa propriété industrielle, dont la défense peut nécessiter la mise en oeuvre de ressources importantes ;
- La dépendance du Groupe vis-à-vis de membres clé du personnel, et la nécessité de recruter et de conserver un personnel qualifié et compétent.

Ce rapport semestriel intègre certaines hypothèses et anticipations qui pourraient perdre de leur pertinence avec le temps. Les principaux risques et incertitudes présentés dans ce paragraphe pourraient avoir des conséquences négatives sur l'activité, la situation financière, les résultats du Groupe ou le prix de l'action, notamment au cours des six derniers mois de l'année fiscale en cours.

Certains autres risques et incertitudes qui n'ont pas encore été identifiés ou considérés comme étant significatifs par le Groupe pourraient également avoir un impact défavorable au cours des six derniers mois de cette année fiscale.

4. Examen de la situation financière et du résultat

Le rapport semestriel d'activité qui suit doit être lu en liaison avec les états financiers consolidés intermédiaires condensés pour le semestre clos le 30 septembre 2012 et le Document de Référence de la Société pour l'exercice 2011-2012 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 15 juin 2012 sous le numéro D. 12-0619.

4.1. Situation et activité du Groupe

L'activité globale s'est inscrite en recul de 19,9 % sur le premier semestre 2012, avec un chiffre d'affaires de 130,2 millions d'euros contre 162,5 millions d'euros au cours des six premiers mois de l'exercice précédent et 160,8 millions d'euros au second semestre de l'exercice précédent. Au cours du premier semestre 2012-2013, le Groupe enregistre une perte opérationnelle courante de 70,2 millions d'euros, contre 8,5 millions d'euros au premier semestre de l'exercice précédent et 37,4 millions d'euros au second semestre de l'exercice précédent.

La sensibilité du résultat de la division *Electronics* à l'évolution de la parité euro/dollar demeure forte. L'appréciation progressive du dollar vis-à-vis de l'euro a eu un impact favorable, le cours moyen s'étant établi à 1,26 sur le premier semestre 2012-2013 contre 1,43 sur le premier semestre de l'exercice précédent. Cette appréciation de près de 13 % de la devise américaine a impacté le chiffre d'affaires de la division (+13,6 millions d'euros) ainsi que sa marge brute (+7,7 millions d'euros). A taux de change constant (1,43), le résultat opérationnel courant du Groupe pour le premier semestre aurait été ramené de -53,8 % du chiffre d'affaires à -66,6 % ;

Le Groupe a continué à renforcer son effort de recherche et développement (augmentation des frais nets de 8,1 millions d'euros entre le premier semestre 2011-2012 et le premier semestre 2012-2013) en accélérant ses programmes stratégiques (FD SOI, cellule solaire à haute efficacité, matériau destiné à la production de diodes électroluminescentes). La baisse du montant des aides publiques (-3,5 millions d'euros entre le premier semestre 2011-2012 et le premier semestre 2012-2013) a également contribué à l'augmentation des dépenses nettes de recherche et développement.

Les fonctions supports ont été renforcées : augmentation de 4,1 millions d'euros entre le premier semestre 2011-2012 et le premier semestre 2012-2013. Cette augmentation est principalement imputable à l'accroissement de l'effort commercial et de développement de projets au sein de la division Energie Solaire (+1,1 millions d'euros) ainsi qu'au renforcement de la structure administrative de cette division (+1,8 millions d'euros). La croissance des frais généraux de la division *Electronics* (+1,4 millions d'euros) correspond pour partie à l'entrée dans le périmètre de l'équipementier Altatech.

Sur le premier semestre 2012-2013, la contribution au résultat opérationnel des quatre divisions du Groupe se répartit de la façon suivante :

- la division *Electronics* : perte opérationnelle courante de 17,1 millions d'euros, contre un produit de 20,7 millions d'euros sur le premier semestre de l'exercice précédent.
- la division *Solar Energy* : perte opérationnelle courante de 40,0 millions d'euros, contre 17,5 millions d'euros au cours de la même période de l'exercice précédent.
- la division *Lighting* : perte opérationnelle courante de 6,4 millions d'euros, contre 3,8 millions d'euros au cours des six premiers mois de l'exercice précédent.
- la division *Corporate* : perte à hauteur de 6,7 millions d'euros, contre 7,9 millions d'euros au premier semestre 2011-2012.

A fin septembre 2012, le Groupe dispose de fonds propres de 464,8 millions d'euros et d'une trésorerie brute de 130,9 millions d'euros. La position financière nette s'est fortement dégradée pour atteindre une valeur négative de 45,1 millions d'euros, contre un solde positif de 96,4 millions d'euros au 30 septembre 2011. L'importance des décaissements relatifs aux investissements industriels est la raison principale de la forte consommation de trésorerie au cours du semestre écoulé (88,6 millions d'euros pour le premier semestre 2012-2013 à rapprocher d'un montant de 18,1 millions d'euros pour le premier semestre 2011-2012).

4.2. Division Electronics

L'unité de gestion Microelectronics demeure le principal contributeur au chiffre d'affaires de la division, même si son poids relatif a sensiblement diminué entre le premier semestre 2011-2012 (93 %) et le premier semestre 2012-2013 (77 %).

4.2.1. Microelectronics

Sur le premier semestre 2012-2013, les ventes totales de plaques ont diminué séquentiellement de 29,3 % à 95,2 millions d'euros (32,7 % à taux de change constants) et de 35,8 % (43,0 % à taux de change constants) en variation annuelle. Les ventes en 300 mm ont représenté 72 % des ventes totales de plaques au premier semestre, en baisse séquentielle de 39,0 % (41,9 % à taux de change constants) et de 42,7 % (49,1 % à taux de change constants) en variation annuelle. Les ventes dans les autres diamètres ont augmenté séquentiellement de 18,2 % (12,6 % à taux de change constants) et s'inscrivent en baisse de 7,6 % (18,0 % à taux de change constants) en variation annuelle.

Le poids des cinq premiers clients est ressorti à 93 % des ventes de plaques sur le premier semestre 2012-2013. Le premier client (Global Foundries) a représenté 64 % des ventes de plaques, et le second client (NXP) a représenté 13 %.

Le revenu des licences s'élève à 1,4 million d'euros au premier semestre.

Analyse de l'évolution des ventes semestrielles de plaques SOI :

- Répartition géographique

	S1 2010-2011	S1 2011-2012	S1 2012-2013
Etats-Unis	18 %	14 %	28 %
Europe	68 %	73 %	65 %
Asie	14 %	13 %	13 %

- Répartition par client

	S1 2010-2011	S1 2011-2012	S1 2012-2013
Cinq premiers clients	92 %	89 %	93 %
Clients n° 6 à n° 10	4 %	4 %	3 %
Autres clients	4 %	7 %	4 %

- Répartition par taille de plaque

	S1 2010-2011	S1 2011-2012	S1 2012-2013
300mm	79 %	80 %	72 %
200mm	13 %	16 %	22 %
Autres	8 %	4 %	6 %

4.2.2. Specialty Electronics

Les ventes de l'activité *Specialty Electronics* ressortent en hausse séquentielle de 22,0 % à 5,4 millions d'euros, en hausse de 20 % par rapport à la même période de l'exercice précédent (4,5 millions d'euros).

4.2.3. Layer Transfer Solutions

Les ventes de l'activité *Layer Transfer Solutions* ont été multipliées par trois à 21,9 millions d'euros par rapport à la même période de l'exercice précédent.

4.2.4. Equipement

Les ventes d'équipements ont représenté un montant total de 2,1 millions d'euros au premier semestre. Cette activité est entrée dans le périmètre du Groupe en janvier 2012, à la suite de l'acquisition de la société Altatech.

4.3. Division Solar energy

La division *Solar energy* enregistre un chiffre d'affaires de 4,2 millions d'euros, généré par des ventes de modules en Italie représentant 3,3 MWp.

4.4. Marge brute

La marge brute correspond au chiffre d'affaires total diminué du coût des ventes. Le coût des ventes est égal à la somme des coûts de production et de distribution ainsi que des droits de licences (CEA-Leti pour l'utilisation de la technologie SmartCut™ et institut Fraunhofer pour les licences liées à l'activité Energie Solaire).

Pour la division *Electronics*, les coûts de production comprennent les coûts des matières premières, essentiellement du silicium, les coûts de fabrication, dont les coûts de main-d'œuvre directe, l'amortissement et les frais de maintenance du matériel de production et des infrastructures de la salle blanche, la quote-part des frais généraux affectés à la production.

Pour la division *Solar Energy*, les coûts de production comprennent les fournitures dont l'assemblage constitue les systèmes photovoltaïques, et les coûts de fabrication dont la composition est similaire à celle de la division *Electronics*, mais auxquels peuvent être ajoutés le cas échéant des frais de développement de projets ainsi que des coûts d'installation des centrales électriques.

Sous l'effet conjugué de la baisse de la demande en plaques SOI 300mm et de la montée en volume des deux sites de production de modules photovoltaïques, la marge brute s'est fortement dégradée pour devenir négative au 30 septembre 2012. Elle est passée de 36,6 millions d'euros (22,5 % du chiffre d'affaires) au premier semestre 2011-2012 et 13,7 millions d'euros (8,5 % du chiffre d'affaires) au second semestre, à -12,8 millions d'euros (-9,9 % du chiffre d'affaires) au premier semestre 2012-2013.

Pour la division *Electronics*, la marge brute est ressortie en forte baisse, passant de 41,7 millions d'euros (25,7 % du chiffre d'affaires) au premier semestre 2011-2012 à 25,2 millions d'euros (16,4 % du chiffre d'affaires) au second semestre 2011-2012 puis seulement 7,6 millions d'euros (6,1 % du chiffre d'affaires) au premier semestre 2012-2013. A taux de change constants, la marge brute du premier semestre 2012-2013 aurait été nulle. Les principaux facteurs expliquant cette détérioration sont la baisse des volumes et des prix pour le SOI 300mm, le faible taux de charge des lignes SOI 300mm et *refresh* 300mm, ainsi que la forte baisse des stocks de produits finis.

Sur le premier semestre 2012-2013, la marge brute de la division *Solar Energy* est négative à hauteur de 20,5 millions d'euros (5,1 millions d'euros au premier semestre 2011-2012). La mise en place des lignes de production de modules de génération V à San Diego et à Freiburg, dont les coûts fixes n'ont pas été absorbés, explique cette évolution.

4.5. Recherche et Développement

Les coûts de recherche et développement sont comptabilisés en charges au fur et à mesure de leur occurrence si les critères requis par la norme IAS 38 pour permettre leur activation au bilan ne sont pas vérifiés.

Les coûts de recherche et développement sont constitués pour l'essentiel des éléments suivants :

- salaires et charges sociales, y compris les paiements fondés sur des actions,
- coûts d'exploitation des équipements dédiés aux salles blanches et des équipements nécessaires aux activités de recherche et développement,
- coûts liés au maintien et au renforcement des droits de propriété intellectuelle du Groupe.

Sous réserve que les conventions soient signées et les autorisations administratives obtenues, les montants reçus dans le cadre de contrats d'aide sont déduits des coûts bruts de recherche et développement pour aboutir à un montant net imputé au compte de résultat.

Une partie des aides contribuant au financement des activités de R&D peut être octroyée sous la forme d'avances remboursables. Conformément aux normes IAS 38 et IAS 20, si le Groupe considère que l'avancement technique et commercial des projets rend leur probabilité de succès peu élevée, les frais de développement correspondants ne sont pas activés mais sont enregistrés directement en résultat et les avances remboursables correspondantes sont comptabilisées en déduction de ces frais, indépendamment des notifications de la part des organismes financeurs qui ne peuvent intervenir qu'ultérieurement lors des passages de jalon mettant un terme aux programmes ou ouvrant la période au remboursement des avances.

Le Groupe pourra être amené, en fonction de l'évolution des probabilités de succès technique ou commercial des projets concernés, à constater un passif financier au regard des perspectives de chiffre d'affaires généré par les nouveaux produits développés dans le cadre des programmes d'aide.

En France, certains coûts de recherche et développement peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt recherche. Ce crédit est présenté en déduction des coûts de recherche et développement conformément à la norme IAS 20.

L'effort de recherche et développement s'est sensiblement accru avec des coûts nets de 28,8 millions d'euros, soit 22,1 % du chiffre d'affaires, contre 20,7 millions d'euros et 12,7 % du chiffre d'affaires au premier semestre de l'exercice 2011-2012.

Les coûts bruts sont passés de 30,0 millions d'euros (premier semestre 2011-2012) à 34,7 millions d'euros (premier semestre 2012-2013). Cet accroissement est principalement lié à l'accélération de l'effort sur les deux programmes stratégiques « Smart-Cell » et « S-LED » (+3,6 millions d'euros, mise en place de la ligne pilote « Corsica ») et à l'entrée de la société Altatech dans le périmètre du Groupe (1,1 million d'euros).

L'autre facteur expliquant la forte augmentation des coûts nets de recherche et développement est la baisse des aides publiques : elles se sont montées à 5,9 millions d'euros pour le premier semestre 2012-2013, incluant un crédit d'impôt recherche de 3,3 millions d'euros, contre 9,4 millions d'euros dont 2,5 millions d'euros de crédit d'impôt recherche pour le premier semestre 2011-2012. La ventilation des aides par nature (subvention ou avance) et par programme est donnée dans la note 7.4.2.

4.6. Charges d'exploitation

4.6.1. Frais commerciaux et de marketing

Les frais commerciaux et de marketing s'élevèrent à 8,2 millions d'euros sur le semestre, contre 4,4 millions d'euros sur le premier semestre 2011-2012 et 9,4 millions d'euros sur le second semestre 2011-2012.

L'accroissement de 3,8 millions d'euros est principalement imputable à la division *Solar Energy* qui contribue à l'augmentation à hauteur de 3,0 millions d'euros du fait du renforcement de la structure de vente et de marketing.

La division *Electronics* contribue également, du fait principalement de l'entrée dans le périmètre de la société Altatech (+0,3 million d'euros). Enfin, une équipe support a été mise en place en vue du développement de la division *Lighting*.

4.6.2. Frais de lancement de projets photovoltaïques

Les frais de lancements de projets photovoltaïques s'élevèrent à 1,6 million d'euros sur le semestre, contre 3,7 millions d'euros sur le premier semestre 2011-2012 et 0,8 million d'euro sur le second semestre 2011-2012. Cette baisse s'explique principalement par le fait qu'une quote-part significative des frais de développement engagés pour les projets californiens est capitalisée depuis l'obtention en novembre 2011 de l'agrément auprès des organes de régulation.

4.6.3. Frais généraux et administratifs

Les frais généraux et administratifs s'inscrivent en hausse pour ressortir à 18,7 millions d'euros sur le premier semestre 2012-2013 contre 16,3 millions d'euros sur le premier semestre 2011-2012 et 20 millions sur le second semestre.

Cette augmentation de 2,4 millions d'euros d'une année sur l'autre s'explique par l'accroissement des frais juridiques (+0,7 million d'euros), l'extension du support informatique aux sites de la division *Solar Energy* (0,4 million d'euros) et l'entrée de la société Altatech dans le périmètre du Groupe en janvier 2012 (0,4 million d'euros).

4.7. Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant ressort en perte à -70,2 millions d'euros (-53,9 % du chiffre d'affaires) contre une perte de 8,5 millions d'euros (-5,2 % du chiffre d'affaires) au premier semestre 2011-2012 et une perte de 37,4 millions d'euros (-23,2 % du chiffre d'affaires) au second semestre de l'exercice précédent.

Sur le premier semestre 2012-2013, toutes les divisions ont une contribution négative au résultat opérationnel, respectivement de 17,1 millions d'euros pour la division *Electronics*, de 40,0 millions d'euros pour la division *Solar Energy*, de 6,4 millions d'euros pour la division *Lighting* et de 6,7 millions d'euros pour la division *Corporate*.

4.8. Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel est constitué du résultat opérationnel courant et des autres produits et charges opérationnels.

Sur le premier semestre 2012-2013, le Groupe a enregistré une charge opérationnelle non courante de 56,2 millions d'euros. Cette charge résulte de deux événements principaux : d'une part, un effort de recentrage des activités industrielles pour faire face à une conjoncture détériorée s'est traduit par l'arrêt des lignes de production de SOI 300mm de Singapour et de modules photovoltaïques de génération IV à Freiburg. Cette décision a conduit à la constatation d'un amortissement accéléré des équipements concernés, pour des montants respectifs de 17,2 millions d'euros (SOI 300mm) et 5,0 millions d'euros (modules photovoltaïques). D'autre part, du fait des indices de perte de valeur résultant du fort ralentissement de la demande pour le SOI 300mm, le Groupe a procédé à un test de dépréciation des actifs non courants de cette UGT. Sur la base du plan d'affaires actualisé présenté au conseil d'administration en septembre 2012, une dépréciation pour perte de valeur a été comptabilisée à hauteur de 33,6 millions d'euros. L'analyse détaillée de cette charge opérationnelle est faite dans la note 7.4.4.

Le résultat opérationnel est une perte de 126,4 millions d'euros, alors que sur les premiers semestres 2011-2012 et 2010-2011, le résultat opérationnel était égal au résultat opérationnel courant.

4.9. Résultat financier

Sur le premier semestre de l'exercice 2012-2013, le résultat financier net du Groupe constitue une charge de 5,5 millions d'euros à comparer à une charge de 4,5 millions d'euros sur le premier semestre 2011-2012.

La détérioration du résultat s'explique principalement par la diminution des produits financiers, en recul de 0,5 millions d'euros par rapport au premier semestre de l'exercice précédent.

Les fonds en dépôt ont généré 1,6 million d'euros de produits d'intérêts contre 2,2 millions d'euros sur le premier semestre 2011-2012. Ceci s'explique par la forte diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (130,9 millions d'euros au 30 septembre 2012 contre 381,4 millions d'euros au 30 septembre 2011).

Les effets de change se traduisent par un gain net de 1,2 million d'euros contre un gain net de 1,5 million d'euros sur le premier semestre de l'exercice précédent.

Les frais financiers relatifs aux locations financement sont de 0,2 million d'euros, contre 0,4 million au premier semestre de l'année précédente du fait de la diminution de l'en cours et de la fin des contrats de location financement liés à des équipements de production.

4.10. Résultats et impôts

Sur le premier semestre 2012-2013, le résultat avant impôt ressort en perte à 131,9 millions d'euros et la charge d'impôt est nulle.

Le résultat net semestriel du Groupe est une perte de 132,3 millions d'euros contre une perte de 12,9 millions d'euros sur le premier semestre 2011-2012 et de 43,4 millions d'euros sur le second semestre. Ce résultat tient compte de la quote part du résultat de la JV Reflexite Soitec Optical Technology (RSOT dans le texte) mise en équivalence : perte de 0,4 million d'euros au 30 septembre 2012, contre 0,13 million d'euros sur le second semestre 2011-2012.

Le résultat dilué par action est une perte de 1,08 euro par action contre une perte de 0,12 euro par action sur le premier semestre 2011-2012.

4.11. Bilan

Le total du bilan s'élève à 744,8 millions d'euros au 30 septembre 2012 contre 861,3 millions d'euros à fin mars 2012. Les principales variations des postes du bilan sont détaillées dans les points suivants.

4.11.1. Actifs non courants

Les actifs non courants nets sont ressortis à 455,9 millions d'euros au 30 septembre 2012 contre 422,6 millions d'euros au 31 mars 2012. L'augmentation de 33,4 millions au cours de la période s'analyse de la façon suivante :

- Immobilisations

La valeur nette des immobilisations s'est accrue de 20,2 millions d'euros sur le premier semestre 2012-2013. Cette variation résulte principalement de l'accroissement de la valeur brute des immobilisations (+99,4 millions d'euros) et de l'impact des amortissements accélérés et des dépréciations pour perte de valeur (-55,7 millions d'euros).

L'accroissement de la valeur brute des immobilisations est essentiellement lié à la mise en place de capacités de production de modules photovoltaïques de génération V à San Diego et à Freiburg, ainsi que d'une ligne pilote destinée aux programmes stratégiques de recherche et développement à Bernin.

Le Groupe a procédé le 30 septembre 2012 aux tests de valeur sur les actifs non courants.

- Secteur d'activité Electronics

Sur le secteur d'activité *Electronics*, bien que les clients soient gérés de manière centralisée, trois lignes de produits correspondant à des technologies et des capacités de production distinctes sont commercialisées. Les UGT identifiées sont les plaques 300 mm, les plaques autres diamètres et les autres activités. Le goodwill généré lors de l'acquisition Altatech est testé sur la base de l'UGT *Electronics* prise dans son ensemble.

Le Groupe considère qu'il existe un indice de perte de valeur à la clôture au 30 septembre 2012 sur l'UGT *Electronics* prise dans son ensemble et a réalisé un test de dépréciation sur les trois UGT définies ci-dessus et sur le goodwill généré lors de l'acquisition d'Altatech. Ce test a montré que la valeur nette comptable des actifs non courants alloués à l'UGT 300 mm était devenue inférieure à la somme des flux nets de trésorerie actualisés futurs et a conduit Soitec à enregistrer une dépréciation pour perte de valeur sur ces actifs non courants d'un montant de 32 150 milliers d'euros.

- Secteur d'activité Solar Energy

- Pour les projets de conception, de construction et d'exploitation d'installations photovoltaïques, l'UGT correspond à chaque projet individuel ou à un groupe de projets lorsqu'ils sont dans la même zone géographique et qu'ils sont interdépendants.
- Pour les installations destinées à être exploitées, l'UGT correspond à chaque installation ou à plusieurs installations lorsqu'elles sont dans la même zone géographique et qu'elles sont interdépendantes.
- Pour la production et la commercialisation des modules photovoltaïques à concentration, activité pour laquelle le Groupe est organisé de manière globale, les clients étant gérés de manière centralisée et les capacités de production étant organisées de façon à optimiser leur utilisation sans distinction géographique, l'UGT correspond à l'activité production de modules. Le goodwill généré lors de l'acquisition de Soitec Solar est testé sur la base de l'UGT *Solar Energy* prise dans son ensemble.

Les perspectives à moyen terme ne faisant pas apparaître d'indices de perte de valeur, le Groupe n'a pas actualisé le test de dépréciation des actifs non courants réalisés pour la clôture au 31 mars 2012.

Amortissements accélérés

Par ailleurs, le Groupe a réexaminé la valeur d'utilité de certains équipements spécifiques et a enregistré des amortissements accélérés pour ramener la valeur nette comptable à la valeur d'utilité des lignes de production concernées :

- modules photovoltaïques de génération IV de Freiburg (5 millions d'euros) du fait de la décision prise en septembre 2012 de mettre fin à leur commercialisation en raison de leur rentabilité négative,
- ligne de production SOI 300mm de l'usine de Singapour (17,2 millions d'euros) du fait de l'arrêt de cette ligne au mois d'août 2012.

- Autres actifs

L'accroissement de 12,7 millions d'euros s'explique principalement par l'augmentation de la part non courante du crédit impôt recherche (3,3 millions d'euros) et par la comptabilisation d'acomptes versés aux fournisseurs d'immobilisations (9,3 millions d'euros).

4.11.2. Besoin en fonds de roulement

Le besoin en fonds de roulement est calculé de la façon suivante :

- le BFR d'exploitation, comprenant les stocks, les créances clients, les dettes fournisseurs, les avances et acomptes versés ou reçus ainsi que les créances et dettes sociales et fiscales hors impôt sur les sociétés.
- le BFR hors exploitation, comprenant les créances et dettes sur fournisseurs d'immobilisations (y compris les acomptes versés ou reçus) et les créances et dettes fiscales liées à l'impôt sur les sociétés.

Au cours du premier semestre 2012-2013, le besoin en fonds de roulement a diminué, passant de 81,2 millions d'euros au 31 mars 2012 à 71,8 millions d'euros au 30 septembre 2012. Cette variation s'analyse de la façon suivante :

- le BFR d'exploitation est passé de 70,7 millions d'euros au 31 mars 2012 à 60,9 millions d'euros au 30 septembre 2012. La diminution de 9,7 millions d'euros s'explique essentiellement par la réduction des créances fiscales et des subventions à recevoir (-15,7 millions d'euros) et l'augmentation des dettes fournisseurs (+5,4 millions d'euros).
- le BFR hors exploitation est quasiment stable et est passé de 10,5 millions d'euros au 31 mars 2012 à 10,8 millions d'euros au 30 septembre 2012.

4.11.3. Fonds propres

Les fonds propres du Groupe ont fortement diminué (-127,7 millions d'euros) au cours du premier semestre 2012-2013. La variation est principalement imputable à la perte du semestre de 132,3 millions d'euros, en partie compensée par l'écart de change favorable sur la conversion des filiales étrangères de 4,6 millions d'euros. Les fonds propres du Groupe ressortent à 464,8 millions d'euros à fin septembre 2012 contre 592,5 millions d'euros au 31 mars 2012.

4.11.4. Dettes financières

La dette financière est passée de 163,4 millions d'euros à fin mars 2012 à 176,0 millions d'euros à fin septembre 2012, principalement en raison du tirage d'une ligne de crédit autorisée pour 20 millions d'euros et du remboursement de dettes de crédit-bail pour 4,9 millions d'euros.

4.11.5. Position nette de trésorerie

La position nette de trésorerie est négative et s'élève à -45,1 millions d'euros au 30 septembre 2012 alors qu'elle était positive (96,4 millions d'euros) à fin mars 2012.

4.12. Trésorerie et financement

Le flux de trésorerie résultant des activités opérationnelles a été négatif pour le premier semestre 2012-2013 (-37,4 millions d'euros), en fort recul par rapport à la même période l'année précédente (-6,9 millions d'euros). Cette dégradation traduit l'érosion du résultat opérationnel (écart défavorable de 61,7 millions d'euros d'une année sur l'autre) et est partiellement compensée par l'amélioration du besoin en fonds de roulement (consommation de trésorerie quasiment à l'équilibre et moins élevée de 28,1 millions d'euros au cours du premier semestre 2012-2013, par rapport à la même période de l'exercice précédent).

Dans le même temps, les investissements réalisés en vue d'accroître les capacités de production de la division *Solar Energy* sur les sites de San Diego et de Freiburg et, dans une moindre mesure, de la division *Electronics* sur le site de Bernin, ont très fortement impacté la trésorerie du Groupe : décaissements à hauteur de 97,5 millions d'euros au premier trimestre 2012-2013 contre seulement 23,9 millions d'euros au premier semestre de l'année précédente.

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement ressortent légèrement positifs au premier semestre 2012-2013 (+5,3 millions d'euros). Ce montant s'explique par le tirage d'une ligne de crédit autorisée pour 20 millions d'euros. Au premier semestre 2011-2012, les flux de trésorerie liés aux activités de financement étaient fortement positifs (+ 142,3 millions d'euros), du fait principalement de l'augmentation de capital réalisée en juillet 2011.

Au total, la trésorerie du Groupe a diminué de 128,8 millions d'euros au cours du premier semestre 2012-2013 pour atteindre 130,9 millions d'euros.

4.13. Objectifs de la politique de gestion de trésorerie

La politique de gestion de la trésorerie mise en place par le Groupe vise à minimiser le risque de change transactionnel et à assurer une rémunération satisfaisante de ses avoirs financiers. Les transactions commerciales du Groupe sont exposées au risque de change, notamment au niveau de la parité dollar/euro, la majorité de ses ventes étant libellée en dollars. Ce risque est partiellement compensé par le fait que toutes les matières premières sont achetées en dollars, et que sur la période écoulée ont été payés les investissements de l'usine de San Diego en USD. Des contrats à terme, options et swaps de devises sont également régulièrement utilisés comme instruments de couverture sur un horizon limité aux facturations certaines.

4.14. Principales transactions avec les parties liées

Les principales transactions avec les parties liées sont décrites dans la note 7.5.2 de l'annexe des comptes consolidés semestriels.

5. Informations sur les tendances

Sur le secteur Electronique, le niveau général de la demande finale reste incertain, notamment sur les marchés de la haute performance (marchés des PCs), alors que la demande croissante pour les produits liés à la mobilité (Tablets et téléphone mobiles) détermine les changements technologiques chez les fabricants de puces électroniques.

Les principaux clients historiques de Soitec en plaques 300mm font face à une intense compétition et ont annoncé leur intention de proposer des solutions nouvelles basées sur les technologies sur silicium standard. Simultanément, la feuille de route technologique d'Intel repose sur une approche tridimensionnelle de la structure des transistors aux nœuds technologiques 20nm et au-delà. Soitec a développé des solutions sur SOI qui répondent à la fois aux besoins des approches planaires et tridimensionnelles. Celles-ci doivent néanmoins être adoptées à grande échelle pour être en mesure de compenser la tendance actuelle observée sur les marchés traditionnels en 300mm. L'annonce récente de ST Microelectronics sur l'intérêt des solutions « Fully Depleted SOI » démontre la valeur de la technologie développée par Soitec. Celle-ci nécessite d'être adoptée massivement par d'autres acteurs industriels pour être en mesure de générer des revenus suffisants, que ce soit de façon directe ou issus des revenus de licence perçus de Shin Etsu Handotai avec qui Soitec a récemment renouvelé son accord.

Compte tenu de l'environnement économique incertain, l'industrie électronique reste prudente vis-à-vis d'une adoption rapide de nouvelles technologies. En conséquence, l'activité de la Division Electronique devrait demeurer faible sur les prochains trimestres avec une visibilité limitée au second semestre de l'exercice en cours. Au-delà, les choix majeurs qui sont en cours par les différents acteurs du secteur Electronique pourront substantiellement modifier positivement ou négativement les perspectives du Groupe compte tenu de l'importance du chiffre d'affaires issu de l'activité concernée par ces évolutions technologiques.

Pour le second semestre de l'exercice en cours :

Les ventes de la Division Electronique devraient être stables sur les segments liés au marché des PC en 300mm mais devraient continuer à bénéficier d'une croissance forte sur ceux relatifs à la mobilité, à la RF et à la téléphonie mobile en 200mm.

Le principal facteur de croissance des revenus de la Division Energie Solaire reste lié à la concrétisation du refinancement du projet sud-africain et à la finalisation de projets italiens qui déclencheront les revenus associés. En effet, la reconnaissance du chiffre d'affaires associé à ce projet dépend de son refinancement complet à défaut duquel les ventes de systèmes à une société du Groupe ne constituent pas un revenu. Aucun autre projet en cours n'est susceptible d'avoir une contribution significative au chiffre d'affaires de la Division Solaire d'ici à la fin de l'exercice.

Pour restaurer sa profitabilité et poursuivre le soutien apporté à ses clients, la Division Electronique a initié un programme de réduction des coûts à hauteur de 20 millions d'euros en base annuelle. Dans le cadre de ce programme, les négociations d'un accord de méthode sur la mise en place de moyens concourant à des économies sur la masse salariale du site de Bernin sont en cours. Les résultats de cette négociation feront l'objet d'une communication. Les autres sites de la division Electronique sont également en train de mettre en œuvre des mesures de réduction des coûts.

Le Groupe anticipe que son résultat opérationnel restera négatif sur l'ensemble de l'exercice 2012-2013. La trésorerie disponible à fin septembre 2012 devrait rester suffisante pour permettre de satisfaire aux enjeux et opportunités de l'exercice 2013-2014.

6. Informations financières

6.1. Comptes consolidés au 30 septembre 2012

6.1.1. Compte de résultat consolidé

(en milliers d'euros)	Notes	30 septembre 2012	30 septembre 2011
Ventes	6.1.6	130 243	162 574
Coût des ventes	-	(143 091)	(125 933)
Marge brute	6.1.6	(12 848)	36 641
Frais commerciaux et de marketing	6.1.6	(8 154)	(4 374)
Frais de recherche et développement	7.4.2	(28 831)	(20 709)
Frais de lancement de projets photovoltaïques	6.1.6	(1 592)	(3 725)
Frais généraux et administratifs	6.1.6	(18 750)	(16 299)
Résultat opérationnel courant	6.1.6	(70 175)	(8 466)
Autres produits opérationnels	7.4.4	-	-
Autres charges opérationnelles	7.4.4	(56 260)	-
Résultat opérationnel	-	(126 435)	(8 466)
Produits financiers	-	8 598	7 819
Charges financières	-	(14 060)	(12 326)
Résultat financier	-	(5 462)	(4 506)
Résultat avant impôt	-	(131 897)	(12 792)
Impôt	7.4.5	-	3
Résultat après impôt	-	(131 897)	(12 969)
Quote-part du résultat mis en équivalence	-	(441)	-
Résultat net de l'ensemble consolidé	-	(132 338)	(12 969)
Intérêts non contrôlés	-	-	(61)
Résultat net (part du groupe)	-	(132 338)	(12 908)
Résultat net de base par action en euros	-	(1.08)	(0.12)
Résultat global net dilué par action en euros	-	(1.08)	(0.12)

6.1.2. Résultat global

(en milliers d'euros)	Notes	30 septembre 2012	30 septembre 2011
Résultat net de l'ensemble consolidé	-	(132 338)	(12 969)
Ecart de change sur conversion des entités étrangères	6.1.4	4 666	6 110
Ecart actuariel sur engagement de retraite et assimilé	6.1.4	-	-
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	6.1.4	4 666	6 110
Résultat global de la période	-	(127 672)	(6 859)
Intérêts non contrôlés	-	-	(17)
Résultat global net (part du groupe)	-	(127 672)	(6 842)

6.1.3. Bilan

Actif (en milliers d'euros)	Notes	30 septembre 2012	31 mars 2012
Actifs non courants :			
Goodwill et immobilisations incorporelles	7.3.1	64 619	63 259
Projets de développements capitalisés	7.3.1	3 155	3 339
Immobilisations corporelles	7.3.1	348 066	328 974
Actifs d'impôts différés	-	-	-
Titres mis en équivalence	-	14 506	14 353
Actifs financiers non courants	-	6 223	5 938
Autres actifs non courants	-	19 402	6 689
Total des actifs non courants	-	455 971	422 552
Actifs courants :			
Stocks	7.3.2	67 172	66 623
Clients et comptes rattachés	7.3.3	45 755	47 161
Autres actifs courants	-	35 328	55 931
Actifs financiers courants	-	9 600	9 232
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7.3.4	130 956	259 804
Total des actifs courants	-	288 811	438 751
Total de l'actif	-	744 782	861 303
Capitaux propres et passifs (en milliers d'euros)			
	Notes	30 septembre 2012	31 mars 2011
Capitaux propres :			
Capital social	6.1.4	12 231	12 213
Primes liées au capital	6.1.4	640 378	641 663
Actions propres	6.1.4	(478)	(478)
Réserves non distribuées	6.1.4	(198 244)	(67 120)
Autres réserves	6.1.4	10 899	6 233
Capitaux propres (part du groupe)	6.1.4	464 786	592 511
Intérêts non contrôlés	6.1.4	-	-
Total des capitaux propres de l'ensemble consolidé	6.1.4	464 786	592 511
Passifs non courants :			
Dettes financières à long terme	7.3.8	138 713	139 702
Passifs d'impôts différés	7.4.5	-	-
Provisions et autres passifs non courants	7.3.9	8 092	10 186
Total des passifs non courants	-	146 806	149 888
Passifs courants :			
Dettes financières à court terme	7.3.8	37 310	23 674
Fournisseurs	-	46 659	41 267
Provisions et autres dettes courantes	-	49 221	53 963
Total des passifs courants	-	133 190	118 904
Total du passif	-	744 782	861 303

6.1.4. Tableau de variation des capitaux propres

(en milliers d'euros)	Nombre d'actions	Capital	Primes d'émission du capital	Actions propres	Résultats et réserves consolidés	Autres réserves	Capitaux propres (part du groupe)	Intérêts non contrôlés	Capitaux propres l'ensemble consolidé
31 mars 2011	87 487 811	8 749	492 318	(210)	(16 671)	(233)	483 953	421	484 374
Ecart de change sur conversion des entités étrangères	-	-	-	-	-	6 066	6 066	44	6 110
Ecart actuariel sur engagement de retraite et assimilés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des produits et charges de l'exercice reconnus directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	6 066	6 066	44	6 110
Résultat de l'exercice	-	-	-	-	(12 908)	-	(12 908)	(61)	(13 569)
Résultat global de la période	-	-	-	-	(12 908)	6 066	(6 842)	(17)	(6 859)
Exercices de stock-options et de BCE et/ou attribution définitive d'actions gratuites	216 403	22	-	-	-	(22)	-	-	-
Opération ABSAAR	1 100 000	110	13 530	-	-	-	13 640	-	13 750
Opérations sur capital	33 301 578	3 330	146 527	-	-	-	149 857	-	149 857
Frais d'augmentation de capital (nets)	-	-	(8 122)	-	-	-	(8 122)	-	(8 122)
Variation de la composante capitaux propres des instruments financiers composés	-	-	271	-	-	(271)	-	-	-
Paiement fondé sur les actions	-	-	-	-	2 930	-	2 930	-	2 930
Opérations sur titres autodétenus	-	-	-	210	-	(423)	(213)	-	(213)
Autres éléments	-	-	-	-	-	30	30	-	30
30 septembre 2011	122 105 792	12 211	644 524	-	(26 649)	5 147	635 233	404	635 637

(en milliers d'euros)	Nombre d'actions	Capital	Primes d'émission du capital	Actions propres	Résultats et réserves consolidés	Autres réserves	Capitaux propres (part du groupe)	Intérêts non contrôlés	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
31 mars 2012	122 128 392	12 213	641 663	(478)	(67 120)	6 233	592 511	0	592 511
Ecart de change sur conversion des entités étrangères	-	-	-	-	-	4 666	4 666	-	4 666
Ecart actuariel sur engagement de retraite et assimilés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des produits et charges de l'exercice reconnus directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	4 666	4 666	-	4 666
Résultat de l'exercice	-	-	-	-	(132 338)	-	(132 338)	-	(132 338)
Résultat global de la période	-	-	-	-	(132 338)	4 666	(127 672)	-	(127 672)
Exercices de stock-options et/ou attribution définitive d'actions gratuites	184 451	18	-	-	(18)	-	-	-	-
Opération ABSAAR	-	-	(1 286)	-	-	-	(1 286)	-	(1 286)
Paiement fondé sur les actions	-	-	-	-	1 273	-	1 273	-	1 273
Autres éléments	-	-	-	-	(39)	-	(39)	-	(39)
30 septembre 2012	122 312 843	12 231	640 378	(478)	(198 242)	10 899	464 787	-	464 787

6.1.5. Tableau de flux de trésorerie

(en milliers d'euros)	Notes	30 septembre 2012	30 septembre 2011
Résultat net de l'ensemble consolidé		(132 338)	(12 969)
Elimination des éléments non monétaires :			
Quote-part de résultat mis en équivalence		441	-
Dotations aux amortissements	7.4.3-7.3.1	52 991	26 962
Dotations aux provisions nettes		2 452	643
Dotations aux provisions pour retraite		349	253
Dépréciation pour perte de valeur	7.4.4	33 600	-
Résultat sur cessions d'actifs		(753)	(264)
Variation des impôts		-	(3)
Coût de l'endettement financier net		5 461	4 509
Charge liée aux stock-options	7.3.6	1 273	2 930
Total des éléments non monétaires		95 814	35 030
Augmentation (diminution) de trésorerie sur :			
Stocks		(5 787)	(22 094)
Clients et comptes rattachés		2 387	4 219
Autres créances		15 086	(8 249)
Fournisseurs et comptes rattachés		1 364	1 075
Autres dettes		(13 895)	(3 930)
Variation du BFR		(845)	(28 979)
Flux de trésorerie générés par l'activité		(37 369)	(6 918)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles		(8 459)	(6 160)
Acquisitions d'immobilisations corporelles		(88 590)	(18 107)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		739	786
(Acquisitions) et cessions d'actifs financiers		2 921	(385)
JV Reflexite : règlement des titres		(4 147)	-
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		(97 536)	(23 866)
Sommes reçues des actionnaires : augmentations de capital et exercice de stock-options		1	155 405
Vente (achat) d'actions propres		-	(213)
Rachat des ABSAARS		(1 286)	-
Tirages de lignes de crédit	7.3.8	20 001	-
Remboursement d'emprunts (y compris contrat de location financement)		(5 503)	(5 545)
Intérêts financiers reçus		2 351	2 369
Intérêts financiers versés		(10 276)	(9 694)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		5 288	142 322
Effet de la variation des cours des devises		769	2 068
Variation de la trésorerie nette		(128 848)	113 606
Trésorerie à l'ouverture		259 804	267 745
Trésorerie à la clôture		130 956	381 351

6.1.6. Information sectorielle

La Société opère sur trois secteurs d'activité :

- la production et la commercialisation de substrats et de composants destinés à l'industrie microélectronique (*Electronics*),
- la production et la commercialisation de modules photovoltaïques à concentration, la réalisation, la conception et la construction de projets photovoltaïques clés en main et l'exploitation d'installations photovoltaïques (*Solar Energy*),
- la mise au point des matériaux destinés à la fabrication de diodes électroluminescentes (*Lighting*).

L'EBITDA présenté dans le tableau de l'analyse sectorielle représente la perte opérationnelle courante (EBIT) avant dépréciations, amortissements et les éléments non cash liés au paiement fondé sur les actions. L'EBITDA est une mesure quantitative non IFRS utilisée pour mesurer la capacité de l'entreprise à générer de la trésorerie à partir de ses activités opérationnelles. Le Groupe pense que la présentation de cet indicateur est utile aux investisseurs et aux autres parties prenantes impliquées dans l'évaluation d'entreprises industrielles. L'EBITDA n'est pas défini par une norme IFRS et ne doit pas être considéré comme une alternative à tout autre indicateur financier.

L'information sectorielle se présente comme suit :

- Répartition du résultat

(en milliers d'euros)	30 septembre 2012					Total
	Corporate	Electronics	Solar Energy	Lighting		
Ventes	-	126 003	4 240	-		130 243
Marge brute	-	7 642	(20 490)	-		(12 848)
Frais de recherche bruts	-	(15 762)	(9 534)	(6 088)		(31 384)
Subventions et avances remboursables	-	2 531	22	-		2 553
Frais de recherche nets	-	(13 231)	(9 512)	(6 088)		(28 831)
Frais commerciaux	-	(4 551)	(3 346)	(257)		(8 154)
Frais généraux	(6 682)	(6 936)	(5 093)	(40)		(18 750)
Développement des projets	-	-	(1 592)	-		(1 592)
Autres charges opérationnelles*	-	(51 293)	(4 967)	-		(56 260)
EBIT	(6 682)	(68 369)	(44 999)	(6 385)		(126 435)
<i>Amortissements</i>	-	24 691	4 543	1 737		30 971
<i>Paiements fondés sur les actions</i>	642	406	194	31		1 273
<i>Autres charges opérationnelles</i>	-	51 293	4 967	-		56 260
EBITDA	(6 040)	8 021	(35 295)	(4 617)		(37 931)

*Voir note 7.4.4

(en milliers d'euros)	30 septembre 2011						Total
	Corporate	Electronics	Solar Energy	Lighting	Total	Non alloué	
Ventes	-	162 572	2	-	162 574	-	162 574
Marge brute	-	42 225*	(5 080)	-	37 145	(504)*	36 641
Frais de recherche bruts	-	(15 527)	(5 867)	(6 114)	(27 508)	-	(27 508)
Subventions et avances remboursables	-	3 733	636	2 430	6 799	-	6 799
Frais de recherche nets	-	(11 794)	(5 232)	(3 684)	(20 709)	-	(20 709)
Frais commerciaux	-	(4 237)	(116)	(20)	(4 374)	-	(4 374)
Frais généraux	(7 951)*	(5 465)	(3 330)	(57)	(16 803)	504*	(16 299)
Développement des projets	-	-	(3 725)	-	(3 725)	-	(3 725)
Autres charges opérationnelles*	-	-	-	-	-	-	-
EBIT	(7 951)	20 729	(17 483)	(3 762)	(8 466)	-	(8 466)
<i>Amortissements</i>	-	23 849	2 624	468	26 942	-	26 942
<i>Paiements fondés sur les actions</i>	1 937	723	241	29	2 930	-	2 930
<i>Autres charges opérationnelles</i>	-	-	-	-	-	-	-
EBITDA	(6 014)	45 302	(14 618)	(3 264)	(21 406)	-	(21 406)

* En septembre 2011, l'organisation du Groupe était composée de trois secteurs et le coût des fonctions « manufacturing corporate » était inclus dans la marge brute pour un montant de 504 milliers d'euros. En 2012, ces coûts sont classés en frais généraux.

- Répartition du bilan

(en milliers d'euros)	30 septembre 2012				Total
	Corporate	Electronics	Solar Energy	Lighting	
Immobilisations incorporelles nettes	-	34 831	32 472	471	67 774
<i>Dont goodwill</i>	-	11 402	19 266	-	30 668
Immobilisations corporelles nettes	-	201 063	129 937	17 066	348 066
Actifs non courants (1)	-	235 894	162 410	17 537	415 840
Stocks (2)	-	42 302	24 871	-	67 172
Clients et comptes rattachés (3)	-	38 875	6 880	-	45 755
Autres actifs courants et non courants (4)	-	40 938	13 748	36	54 722
Fournisseurs et comptes rattachés (5)	-	27 595	18 767	297	46 659
Autres dettes courantes et non courantes (6)	-	50 034	7 112	167	57 313
Capitaux employés (1)+(2)+(3)+(4)-(5)-(6)	-	280 379	182 029	17 109	479 517

(en milliers d'euros)	31 mars 2012				Total
	Corporate	Electronics	Solar Energy	Lighting	
Immobilisations incorporelles nettes	-	38 296	28 302	-	66 598
<i>Dont goodwill</i>	-	11 402	19 266	-	30 668
Immobilisations corporelles nettes	-	261 571	60 910	6 494	328 975
Actifs non courants (1)	-	299 867	89 212	6 494	395 573
Stocks (2)	-	45 490	21 133	-	66 623
Clients et comptes rattachés (3)	-	42 971	4 190	-	47 161
Autres actifs courants (4)	-	35 353	20 563	15	55 931
Fournisseurs et comptes rattachés (5)	-	31 553	9 354	359	41 267
Autres dettes courantes et non courantes (6)	-	50 214	13 489	446	64 149
Capitaux employés (1)+(2)+(3)+(4)-(5)-(6)	-	341 916	112 255	5 703	459 874

Les informations du reporting sont préparées en conformité avec les principes comptables suivis par le Groupe.

- Répartition du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires par secteur et sous-secteur s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	30 septembre 2012	30 septembre 2011
<i>Microelectronics</i>	96 577	150 620
<i>Specialty Electronics</i>	5 436	4 456
<i>Layer Transfer Solution</i>	21 881	7 496
<i>Equipment</i>	2 109	-
UGT Electronics	126 003	162 572
<i>Solar Energy</i>	4 240	2
UGT Solar Energy	4 240	2
UGT Lighting	-	-
Chiffre d'affaires total	130 243	162 574

7. Notes aux états financiers consolidés du 30 septembre 2012

7.1. Présentation de la société et de l'activité

Soitec S.A. est une société anonyme régie par les dispositions de la loi française et cotée à Euronext Paris, compartiment B. Soitec S.A. et ses filiales sont ci-après dénommées « la Société » ou « le Groupe ».

Le Groupe opère sur trois secteurs d'activité :

- Le secteur d'activité *Electronics* : le Groupe produit et commercialise des plaques de silicium sur isolant destinées principalement à l'industrie des semi-conducteurs. Les principaux produits du Groupe sont les plaques Unibond™, dont le procédé de fabrication utilise la technologie brevetée Smart Cut™ concédée sous licence exclusive à la Société par le Commissariat à l'Energie Atomique (CEA). Cette licence exclusive se poursuit jusqu'au terme de la validité des brevets déposés, le premier tombant dans le domaine public en 2013. Les activités acquises ultérieurement (matériaux III-V, transferts de circuits) ainsi que celles de la société Altatech sont incluses dans ce périmètre.
- Le secteur d'activité *Solar Energy* : depuis décembre 2009, date à laquelle le Groupe a pris le contrôle de la société Soitec Solar GmbH, le Groupe produit et commercialise des modules photovoltaïques à concentration et réalise conçoit et construit des installations photovoltaïques en vue de leur vente clé en main ou de leur exploitation.
- Le secteur d'activité *Lighting* : sur la base du portefeuille de technologies développé dans sa division *Electronics*, le Groupe met au point des matériaux destinés à la fabrication de diodes électroluminescentes et met en œuvre une stratégie d'alliances pour devenir un acteur dans ce secteur d'activité.
- Le Groupe a décidé d'isoler le coût des fonctions centrales de support aux divisions. Ces coûts présentés dans la catégorie « Autre » regroupent la direction générale du Groupe, les fonctions trésorerie, consolidation, contrôle interne, planification, communication financière, les frais juridiques relatifs à la réglementation des sociétés cotées, ainsi que les équipes en charge d'harmoniser les pratiques et de mettre en place les synergies entre les divisions (direction industrielle, ressources humaines, informatique, qualité).

7.2. Règles et méthodes comptables

7.2.1. Principes de préparation des états financiers

- Base de préparation

Les états financiers consolidés semestriels, présentés de manière résumée, ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 (« Information financière intermédiaire »).

Les états financiers consolidés semestriels ne comportent pas toutes les informations et annexes telles que présentées dans les états financiers annuels. De ce fait, il convient d'en effectuer la lecture en parallèle avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 mars 2012.

Les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 mars 2012 sont disponibles sur demande au siège social de la Société situé Parc Technologique des Fontaines à Bernin (38190), ou sur le site internet www.soitec.com.

- Méthodes comptables

Les principes comptables et les règles d'évaluation appliqués par le Groupe dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 septembre 2012 sont les mêmes que ceux qui ont été retenus pour les états financiers consolidés du Groupe au 31 mars 2012 à l'exception de la comptabilisation de l'impôt sur le résultat qui est provisionné dans les comptes intermédiaires sur la base de la meilleure estimation du taux d'impôt annuel attendu pour la totalité de la période annuelle.

Le nouvel amendement d'IFRS 7 "Transferts d'actifs financiers" dont l'application est obligatoire pour l'année en cours à compter du 1^{er} janvier 2012 n'a pas d'impact sur les comptes consolidés intermédiaires pour la période arrêtée le 30 septembre 2012. Cet amendement impose aux entreprises de fournir de nouvelles informations en annexe sur les transferts d'actifs financiers, sans modifier les modalités mêmes de décomptabilisation de ces actifs. Les nouvelles informations requises par ce texte seront fournis dans les états financiers annuels clos le 31 mars 2013.

Par ailleurs, la société n'a adopté aucune nouvelle norme ni aucun nouvel amendement applicable par anticipation au cours de la période close le 30 septembre 2012.

- Jugements et estimations significatifs

La préparation des états financiers requiert de la part de la Direction du Groupe, des estimations et hypothèses qui affectent les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif ainsi que les informations fournies dans certaines notes de l'annexe à la date d'établissement de ces informations financières et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

Les jugements, les estimations et les hypothèses sont élaborés sur la base des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes.

Les principes comptables et les règles d'évaluation appliqués par le Groupe dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 septembre 2012 sont les mêmes que ceux qui ont été retenus pour les états financiers consolidés du Groupe au 31 mars 2012 à l'exception de la comptabilisation de l'impôt sur le résultat qui est provisionné dans les comptes intermédiaires sur la base de la meilleure estimation du taux d'impôt annuel attendu pour la totalité de la période annuelle.

7.2.2. Événements de la période

7.2.3. Périmètre de consolidation

Toutes les participations détenues par le Groupe sont placées sous le contrôle de la société mère et sont donc consolidées par la méthode de l'intégration globale, à l'exception de la joint venture RSOT détenue à 49,37% et mise en équivalence.

Le contrôle existe lorsque la société a le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. Le contrôle est généralement présumé exister si le Groupe détient plus de la moitié des droits de vote de l'entreprise contrôlée. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date du transfert du contrôle effectif et jusqu'à la date où le contrôle cesse d'exister. Pour apprécier le contrôle, les droits de vote potentiels, qui sont actuellement exerçables ou convertibles, sont pris en considération.

Au 30 septembre 2012, les états financiers consolidés intègrent globalement les comptes de la Société et de l'ensemble de ses filiales à l'exception de la joint venture RSOT mise en équivalence :

Entités	Date d'entrée dans le périmètre	Pourcentage de contrôle d'intérêt	Pays
Soitec USA Inc	1997	100,00 %	Etats-Unis
Soitec Specialty Electronics S.A.S	Avril 2003	100,00 %	France
Soitec Japan Inc	Juin 2004	100,00 %	Japon
Soitec Phoenix Labs Inc	Février 2006	100,00 %	Etats-Unis
Soitec Microelectronics Singapore Pte Ltd	Juin 2006	100,00 %	Singapour
Soitec Solar GmbH	Décembre 2009	100,00 %	Allemagne
Soitec Solar Spain S.A.U	Décembre 2009	100,00 %	Espagne
Soitec Solar Inc	Décembre 2009	100,00 %	Etats-Unis
Soitec Solar Industries LLC	Décembre 2009	100,00 %	Etats-Unis
CPV Rians S.A.S	Juillet 2010	100,00 %	France
Soitec Solar Italia S.R.L LLC	Août 2010	100,00 %	Italie
Soitec Solar Development LLC	Septembre 2010	100,00 %	Etats-Unis
Soitec Solar RSA LTD	Avril 2011	100,00 %	Afrique du Sud
Soitec Korea LLC	Juillet 2011	100,00 %	Corée
Soitec Solar France (anciennement CPV Cerdagne)	Octobre 2011	100,00 %	France
Reflexite Soitec Optical Technology LLC (RSOT)	Novembre 2011	49,37 %	Etats-Unis
Altatech Semiconductor SAS	Janvier 2012	100,00 %	France
Soitec Corporate Services	Juillet 2012	100,00 %	France

Dans le cadre de son activité *Solar Energy*, le Groupe peut être amené à créer des structures juridiques dédiées pour héberger les permis, autorisations administratives, coûts et revenus liés à un projet de ferme solaire. En règle générale, ces structures juridiques sont destinées à être cédées à des investisseurs quand les projets sont suffisamment avancés.

Les entités créées et placées sous le contrôle exclusif du Groupe et consolidées par intégration globale sont les suivantes :

Entités	Date d'entrée dans le périmètre	Pourcentage de contrôle d'intérêt	Pays
CPV Power Plant n°1 LTD	Décembre 2009	100,00 %	Afrique du Sud
Concentrix Silicy 2 S.R.L LLC	Août 2010	100,00 %	Italie
Newberry Solar 1 LLC	Septembre 2010	100,00 %	Etats-Unis
CPV Power plant n° 2 LTD	Septembre 2010	100,00 %	Afrique du Sud
Alicoop Poggio Santa Lucia S.R.L LLC	Novembre 2010	100,00 %	Italie
Alicoop Monte Bellone S.R.L LLC	Novembre 2010	100,00 %	Italie
Desert Green Solar Farm	Février 2011	100,00 %	Etats-Unis
LanEast Solar Farm LLC	Février 2011	100,00 %	Etats-Unis
LanWest Solar Farm LLC	Février 2011	100,00 %	Etats-Unis
Desert Harvest Solar Farm LLC	Avril 2011	100,00 %	Etats-Unis
Rugged Solar LLC	Avril 2011	100,00 %	Etats-Unis
Tierra del Sol Solar Farm LLC	Avril 2011	100,00 %	Etats-Unis
CX Giuggianello S.R.L LLC	Octobre 2011	100,00 %	Italie
CX Minervino S.R.L LLC	Octobre 2011	100,00 %	Italie
CPV Thuir-1 S.A.S	Février 2012	100,00 %	France
CVP Durance-1 S.A.S	Février 2012	100,00 %	France
CVP Narbonne-1 S.A.S	Février 2012	100,00 %	France
CVP Llo-1 S.A.S	Février 2012	100,00 %	France
Sorrel Solar Farm LLC	Janvier 2012	100,00 %	Etats-Unis
Solaire Touloubre Cannebières SASU	Mars 2012	100,00 %	France
Tierra del Sol II Solar Farm LLC	Mai 2012	100,00 %	Etats-Unis
Los Robles Solar Power Plant LLC	Mai 2012	100,00 %	Etats-Unis

Les soldes et opérations réciproques entre les sociétés du Groupe sont éliminés des comptes consolidés.

7.3. Notes sur le bilan

Tests de dépréciation pour perte de valeur

Au 30 septembre 2012, le Groupe a examiné la valeur de ses actifs non courants pour chaque unité génératrice de trésorerie (UGT).

Sur le secteur d'activité *Electronics*, bien que les clients soient gérés de manière centralisée, trois lignes de produits correspondant à des technologies et des capacités de production distinctes sont commercialisées. Les UGT identifiées sont les plaques 300mm, les plaques d'autres diamètres et les autres activités. Le goodwill généré lors de l'acquisition Altatech est testé sur la base de l'UGT *Electronics* prise dans son ensemble.

Le Groupe considère qu'il existe un indice de perte de valeur à la clôture au 30 septembre 2012 sur l'UGT *Electronics* prise dans son ensemble et a réalisé un test de dépréciation sur les trois UGT définies ci-dessus et sur le goodwill.

Le test de dépréciation des actifs non courants a été réalisé sur la base de différents scénarios probables dérivés du plan d'affaires actualisé présenté au conseil d'administration en septembre 2012. Le plan d'affaires présenté a été construit sur un horizon de cinq exercices (2013-2014 à 2017-2018). Au delà de cette période, aucun flux futur n'a été pris en compte sur les UGT plaques 300mm et plaques d'autres diamètres étant donné la nature technologique des produits concernés. Le taux de change retenu est de 1,30 dollar par euro sur toute la période. Les différents scénarios pris en compte dans le calcul ont été pondérés pour tenir compte de leur probabilité de survenance. Le taux d'actualisation retenu est de 15 % après impôt.

Sur la base de ces éléments, le groupe a constaté une dépréciation des actifs non courants de l'UGT plaques 300 mm à hauteur de 32,2 millions d'euros. Le Groupe a également procédé aux analyses de sensibilité du résultat de ce test de dépréciation en fonction des hypothèses retenues ci-dessus. Si le taux de change retenu avait été de 1,35, une dépréciation complémentaire de 4 millions d'euros aurait dû être constatée. De même, si le taux d'actualisation retenu avait été de 17 % une dépréciation complémentaire de 0,8 millions d'euros aurait dû être constatée.

Par ailleurs, les résultats des tests de dépréciation montrent qu'une augmentation de 2 % du taux d'actualisation pour l'UGT *Electronics*, représentant une diminution de la valeur recouvrable des actifs de l'UGT de 5 millions d'euros, résulterait en une valeur recouvrable égale à la valeur comptable de ces actifs. Une augmentation du taux d'actualisation supérieure à ce seuil pourrait conduire à une dépréciation du goodwill de cet UGT.

Sur le secteur d'activité *Solar Energy* :

- Pour les projets de conception, de construction et d'exploitation d'installations photovoltaïques, l'UGT correspond à chaque projet individuel ou à un groupe de projets lorsqu'ils sont dans la même zone géographique et qu'ils sont interdépendants.
- Pour les installations destinées à être exploitées, l'UGT correspond à chaque installation ou à plusieurs installations lorsqu'elles sont dans la même zone géographique et qu'elles sont interdépendantes.
- Pour la production et la commercialisation des modules photovoltaïques à concentration, activité pour laquelle le Groupe est organisé de manière globale, les clients étant gérés de manière centralisée et les capacités de production étant organisées de façon à optimiser leur utilisation sans distinction géographique, l'UGT correspond à l'activité production de modules. Le goodwill généré lors de l'acquisition de Soitec Solar est testé sur la base de l'UGT *Solar Energy* prise dans son ensemble.

Amortissements accélérés

Par ailleurs, le Groupe a réexaminé la valeur d'utilité de certains équipements spécifiques et notamment de ses lignes de production à Singapour et à Freiburg. Le Groupe a enregistré des amortissements accélérés pour ramener la valeur nette comptable à la valeur d'utilité des lignes de production concernées.

7.3.1. Acquisitions et cessions d'immobilisations

- Immobilisations incorporelles

Au cours du premier semestre 2012-2013, le détail des variations des valeurs nettes par catégorie d'immobilisations est le suivant :

(en milliers d'euros)	<i>Goodwill</i>	Projets de développement capitalisés	Concessions, brevets et autres droits	Logiciels	Autres	Immobilisations en cours	Total
31 mars 2012	30 668	3 339	13 863	13 467	-	5 261	66 598
Mises en service (valeur brute)	-	2	13	5 153	1 680	(6 537)	491
Acquisitions (valeur brute)	-	-	-	-	-	8 459	8 459
Variation du périmètre (valeur nette)	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de conversion (valeur nette)	-	-	-	126	(34)	(4)	88
Amortissement (nets)	-	(186)	(1 832)	(3 492)	-	-	(5 510)
Cessions ou mises au rebut (valeur brute)	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciation pour perte de valeur*	-	-	-	(2 351)	-	-	(2 351)
Variation du <i>goodwill</i>	-	-	-	-	-	-	-
30 septembre 2012	30 668	3 155	12 044	12 903	1 646	7 359	67 775

*La dépréciation pour perte de valeur d'un montant de 2 351 milliers d'euros est constatée en autres charges opérationnelles (note 7.4.4).

L'accroissement de la valeur brute des immobilisations de 8 459 milliers d'euros se répartit entre les divisions *Solar Energy* (56 % de la variation) et *Electronics* (44 % de la variation) et concerne essentiellement des développements informatiques.

- Immobilisations corporelles

Au cours du premier semestre 2012-2013, le détail des variations des valeurs nettes par catégorie d'immobilisations est le suivant :

(en milliers d'euros)	Constructions	Matériels et outillages	Autres	Immobilisations en cours	Total
31 mars 2012	136 083	122 815	6 103	63 974	328 974
Mises en service (valeur brute)	2 071	23 935	3 148	(28 071)	1 083
Acquisitions (valeur brute)	-	-	-	90 968	90 968
Variation du périmètre (valeur nette)	-	-	-	-	-
Ecart de conversion (valeur nette)	2 297	1 875	22	110	4 304
Amortissements (nets)	(5 798)	(14 090)	(724)	-	(20 612)
Amortissements accélérés et dépréciations pour perte de valeur**	(8 698)	(39 802)	(2 834)	22	(51 321)
Cessions ou mises au rebut (valeur nette)	-	(5 335)	(6)	-	(5 341)
30 septembre 2012	125 955	89 398	5 709	127 003	348 065

** La dépréciation pour perte de valeur d'un montant de 29 798 milliers d'euros se répartit entre les constructions pour 8 687 milliers d'euros, le matériel et outillages pour 18 277 milliers d'euros et les autres immobilisations corporelles pour 2 834 milliers d'euros et a été enregistrée au compte de résultat en autres charges opérationnelles (voir note 7.4.4).

Les amortissements accélérés de certains équipements spécifiques représentent un montant de 22 136 milliers d'euros. Ces amortissements ont été comptabilisés au compte de résultat en autres charges opérationnelles (voir note 7.4.4).

L'accroissement de la valeur brute des immobilisations de 90 968 milliers d'euros se répartit entre les divisions *Solar Energy* (70 % de la variation) et *Electronics* (30 % de la variation).

- Sur la division *Solar Energy*, l'accroissement de la valeur brute des immobilisations au cours du premier semestre 2012-2013 correspond à des investissements industriels (modules photovoltaïques de génération V) réalisés sur les sites de San Diego (Etats-Unis) pour 57 089 milliers d'euros, au renforcement de la capacité de Freiburg pour 5 764 milliers d'euros et à divers autres investissements pour 1 487 milliers d'euros.
- La division *Electronics* a mis en place une ligne pilote pour ses projets stratégiques de recherche et développement.

7.3.2. Stocks

Les stocks s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	30 septembre 2012	31 mars 2012
Matières premières	39 147	35 811
En-cours de production	19 793	13 401
Produits finis	18 870	24 515
Valeur brute	77 810	73 727
Provisions pour dépréciations	(10 639)	(7 104)
Valeur nette des stocks	67 172	66 623

Au cours du premier semestre 2012-2013, la valeur des stocks reste relativement stable (+ 550 milliers d'euros). L'analyse par division fait apparaître des tendances opposées.

Les stocks de la division *Electronics* diminuent de 3 188 milliers d'euros au cours du premier semestre. Ce recul est lié à la diminution des stocks de produits finis pour 4 018 milliers d'euros en valeur nette alors que les stocks de matières premières et d'en cours de production augmentent respectivement de 629 milliers d'euros et de 3 121 milliers d'euros.

Les stocks de la division *Solar Energy* augmentent de 3 738 milliers d'euros, en raison de l'accroissement des stocks de matières premières et de modules en attente de livraison. Une provision pour dépréciation de 1 600 milliers d'euros a été constituée sur les stocks de modules de générations antérieures, du fait de l'absence de perspectives de ventes (générations I à III) ou pour ramener la valeur comptable à la valeur de réalisation (génération IV).

7.3.3. Créances clients

Les créances client au 30 septembre 2012 se présentent comme suit :

(en milliers d'euros)	Total des créances clients	Non échues et non dépréciées	Echues depuis moins de 30 jours	Echues depuis 30 à 60 jours	Echues depuis 60 à 90 jours	Echues depuis 90 à 120 jours	Echues depuis plus de 120 jours
30 septembre 2012	45 755	39 824	563	2 526	458	9	2 374
31 mars 2012	47 161	42 305	825	-	1	973	3 056

Les créances les plus anciennes font l'objet d'un plan de remboursement globalement respecté et ne justifient pas la comptabilisation d'une provision pour dépréciation.

7.3.4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le poste trésorerie et équivalents de trésorerie s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	30 septembre 2012	31 mars 2012
Trésorerie	64 792	117 479
Equivalents de trésorerie	66 164	142 325
Valeur totale de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	130 956	259 804

Les disponibilités détenues en banque sont essentiellement en euros.

Au 30 septembre 2012, la trésorerie est placée sur des comptes rémunérés. Les équivalents de trésorerie sont composés principalement de dépôts à terme et d'OPCVM de trésorerie.

7.3.5. Distributions de dividendes

L'assemblée générale des actionnaires du 3 juillet 2012 a décidé de porter la perte en report à nouveau et de ne pas distribuer de dividendes.

7.3.6. Paiements fondés sur des actions

La charge nette comptabilisée au compte de résultat pour l'exercice clos le 30 septembre est de 1 273 milliers. Conformément à la norme IFRS 2, et en raison de la non atteinte de critères de performance internes assis sur le chiffre d'affaires, l'EBITDA, la trésorerie disponible ainsi que l'accomplissement des principales étapes du plan stratégique Groupe, une partie de la charge enregistrée au titre des plans d'attribution des exercices 2010-2011 et 2011-2012 a été reprise pour un montant de 1 800 milliers d'euros.

Durant le premier semestre le conseil d'administration du 4 juin 2012 a autorisé un plan d'attribution de 1 021 786 actions gratuites concernant 31 salariés :

- Période d'acquisition :
 - du 4 Juin 2012 au 3 juin 2014 pour les salariés de filiales françaises,
 - du 4 juin 2012 au 3 juin 2016 pour les salariés de filiales non françaises.
- Période de conservation : 4 juin 2014 au 3 juin 2016 pour les salariés de filiales françaises
- Valeur des actions attribuées : 2.614 euros
- L'acquisition des actions à l'issue de la période de présence requise est conditionnée à l'atteinte de critères de performance mesurés par référence à un indicateur composite interne assis sur le chiffre d'affaires, l'EBITDA, la trésorerie disponible ainsi que l'accomplissement des principales étapes du plan stratégique Groupe.

7.3.7. Actifs et passifs éventuels

Dans le cadre du litige relatif à la contribution sociale de solidarité des sociétés opposant la société à la caisse nationale du RSI, la Cour d'Appel a rejeté la demande de remboursement de Soitec qui a formé un pourvoi en Cassation. Une charge de 316 milliers d'euros avait été comptabilisée sur l'exercice 2009-2010 au titre du redressement.

Les autres litiges en cours ne mettent en évidence aucun risque avéré qui justifie la comptabilisation d'un passif.

7.3.8. Emprunts et dettes financières

Les échéances de remboursement des emprunts et dettes financières au 30 septembre 2012 se présentent comme suit :

(en milliers d'euros)	30 septembre 2012			Total	31 mars 2012
	< 1an	1 à 5 ans	> 5ans		
Contrats de location financement :					
Immobilier	6 325	6 669	-	12 994	16 866
Mobilier	45	-	-	45	1 044
Emprunts :					
Emprunt obligataire : OCEANE 2014	529	130 776	-	131 305	133 234
Emprunts bancaires	1 779	755	-	2 534	3 176
Autres emprunts et dettes financières :					
Avances remboursables	1 908	514	-	2 422	828
Fournisseurs financiers	-	-	-	-	49
Instruments financiers dérivés passifs	112	-	-	112	72
Ligne de crédit autorisée utilisée	20 001	-	-	20 001	1
Découverts bancaires	-	-	-	-	-
Autres passifs financiers	6 612*	-	-	6 612	8 107
Total des emprunts et dettes financières non courants	37 310	138 714	-	174 253	163 376

* Ce montant inclut la part des titres de participation de la JV RSOT restant à payer pour 4 172 milliers d'euros au 30 septembre 2012. Au 31 mars 2012, le montant restant à payer s'élevait à 7 966 milliers d'euros.

7.3.9. Provisions et autres passifs non courants

Les provisions et autres passifs non courants s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	30 septembre 2012	31 mars 2012
Produits constatés d'avance	2 782	2 968
Débiteurs divers	-	-
Passifs non courants	2 782	2 968
Provisions pour risques et charges	5 310	7 218
Provisions et autres dettes non courantes	8 092	10 186

Les produits constatés d'avance, représentant un montant total de 3 153 milliers d'euros au 30 septembre 2012 (répartis en une partie non courante pour 2 782 milliers d'euros et une partie courante pour 371 milliers d'euros) sont relatifs à un paiement reçu d'avance en mars 2011 dans le cadre d'un contrat de licence de technologie donnant lieu à une constatation de revenus étalée sur la durée contractuelle. Les projets de développement en lien avec ce contrat sont par ailleurs capitalisés à hauteur du paiement reçu d'avance (voir note 7.3.1).

Les provisions pour risques et charges sont constituées principalement de la provision pour retraite pour un montant de 4 807 milliers d'euros au 30 septembre 2012.

- Tableau de variation des provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 mars 2012	Dotations de l'exercice	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	Ecart de conversion	Reclassement	30 septembre 2012
Provisions courantes :							
Pour litige	2 443	120	-	-	-		2 563
Pour garantie	-	-	-	-	-		-
Pour autres charges	857	154	(857)	(21)		1 922	2 056
Total courant	3 300	274	(857)	(21)		1 922	4 619
Provisions non courantes :							
Pour retraite	4 340	468	-	-		-	4 807
Pour litige	-	-	-	-		-	-
Pour garantie	422	233	(12)	(141)		-	503
Pour autres charges	2 456	386	(547)	(419)	46	(1 922)	-
Total non courant	7 218	1 087	(559)	(560)	46	(1 922)	5 310

Les provisions pour risques et charges sont composées de diverses sommes liées à des procédures contentieuses en matière sociale (prud'hommes), commerciale ou fiscale.

7.4. Notes sur le compte de résultat

7.4.1. Frais de personnel

Les frais de personnel enregistrés au cours de la période se présentent comme suit :

(en milliers d'euros)	30 septembre 2012	30 septembre 2011
Charges de personnel y compris charges sociales*	(59 374)	(46 762)
Retraites	(531)	(265)
Charges liées au paiement en actions	(1 273)	(2 930)
Total des frais de personnel	(61 178)	(49 957)

*Les charges de personnel présentées comprennent également la charge d'intéressement.

L'augmentation de masse salariale de 11 221 milliers d'euros s'analyse de la façon suivante :

- La division *Electronics* contribue à l'augmentation des frais de personnel à hauteur de 4 440 milliers d'euros. L'acquisition de la société Altatech (en janvier 2012) explique la variation pour 1 040 milliers d'euros avec un effectif de 41 personnes à fin septembre 2012. Aux Etats-Unis, l'effort de recherche et développement dans la filiale située à Phoenix (recrutement de 9 salariés) et la masse salariale des sites de Phoenix et de Peabody augmente de 1 217 milliers d'euros. En Asie, la création de la filiale Soitec Korea contribue à hauteur de 248 milliers d'euros et Soitec Japan a renforcé l'équipe des ventes de 6 personnes et impacte la masse salariale pour 172 milliers d'euros.
- Le développement de la division *Solar Energy* contribue à l'augmentation des frais de personnel pour 6 781 milliers d'euros. Le site de Freiburg (Allemagne) contribue pour 4 064 milliers d'euros suite aux recrutements de 80 personnes au cours de l'année, dont 56 pour l'équipe de production. Le site de San Diego aux Etats-Unis voit sa masse salariale augmenter de 2 717 milliers d'euros, du fait du recrutement de 67 personnes supplémentaires, dont 45 personnes pour la production.

7.4.2. Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et développement s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	30 septembre 2012	30 septembre 2011
Frais opérationnels de recherche et développement bruts	(38 440)	(31 693)
Vente de prototypes	3 743	1 655
Subventions de recherche et développement comptabilisées au résultat	2 296	1 726
Avances remboursables comptabilisées au résultat	257	5 073
Crédit impôt recherche	3 312	2 530
Autres revenus	-	-
Total des revenus déduits des frais opérationnels bruts	9 608	10 984
Total des frais opérationnels de recherche et développement nets	(28 831)	(20 709)

Les dépenses de recherche et développement (R&D) sont essentiellement constituées de frais de recherche et sont comptabilisées en résultat. L'augmentation des dépenses brutes est liée à l'intensification de l'effort de R&D sur les projets stratégiques du Groupe (Super-LED, cellule solaire et FD SOI).

Au cours de la période close le 30 septembre 2012, le Groupe a enregistré des aides totales pour un montant de 2 553 milliers d'euros (6 799 milliers d'euros l'an dernier) dont 2 296 milliers d'euros sous forme de subventions (1 900 milliers d'euros pour le seul programme Exact) et 257 milliers d'euros sous forme d'avances remboursables. Ces avances remboursables sont comptabilisées au compte de résultat dans la mesure où elles correspondent à des charges engagées sur des projets de développement en phase préliminaire et dont les perspectives techniques et commerciales sont incertaines.

Le crédit d'impôt recherche représente 3 312 milliers d'euros sur la période (2 530 milliers d'euros l'an dernier).

7.4.3. Dotations aux amortissements inclus dans le compte de résultat consolidé

La charge d'amortissement au compte de résultat se répartit comme suit :

(en milliers d'euros)	30 septembre 2012	30 septembre 2011
Coût des ventes	(25 282)	(24 287)
Frais de recherche et développement	(4 901)	(2 284)
Frais commerciaux	(61)	(55)
Frais de lancement de projets photovoltaïques	(3)	-
Charges administratives	(724)	(316)
Total des dotations aux amortissements	(30 971)	(26 942)

7.4.4. Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels au compte de résultat se répartissent comme suit :

(en milliers d'euros)	30 septembre 2012	30 septembre 2011
Autres produits opérationnels :		
Total des autres produits opérationnels	-	-
Autres charges opérationnelles :		
Dépréciation pour perte de valeur	(33 600)	-
Amortissements accélérés d'équipements	(22 136)	-
Provision pour dépréciation de stocks	(361)	-
Mesures de restructuration	(164)	-
Total des autres charges opérationnelles	(56 260)	-

Deux événements principaux ont entraîné la constatation d'une charge non courante de 56,2 millions d'euros au cours du semestre d'une part, un effort de recentrage des activités industrielles pour faire face à une conjoncture détériorée s'est traduit par l'arrêt des lignes de production de SOI 300mm de Singapour et de modules photovoltaïques de génération IV à Freiburg. Cette décision a conduit à la constatation d'un amortissement accéléré des équipements concernés, pour des montants respectifs de 17,2 millions d'euros (SOI

300mm) et 5,0 millions d'euros (modules photovoltaïques) et la dépréciation du stock de pièces détachées associé à ces équipements à Singapour pour un montant de 361 milliers d'euros. D'autre part, du fait des indices de perte de valeur résultant du fort ralentissement de la demande pour le SOI 300mm, le Groupe a procédé à un test de dépréciation des actifs non courants de son UGTSOI 300mm. Sur la base du plan d'affaires actualisé présenté au Conseil d'administration en septembre 2012, une dépréciation pour perte de valeur a été comptabilisée à hauteur de 33,6 millions d'euros.

7.4.5. Charge d'impôt

A chaque clôture, le Groupe réévalue la constatation de ses impôts différés. Pour une même juridiction fiscale, les actifs d'impôts différés ne sont constatés qu'à hauteur des passifs d'impôts différés de même échéance.

Au 30 septembre 2012, le montant d'impôt de l'exercice est nul. Au premier semestre 2011-2012, le produit d'impôt s'élevait à 3 milliers d'euros.

L'écart entre l'impôt sur les sociétés théorique, calculé selon le taux en vigueur en France (34,43 % pour le 30 septembre 2012) et la charge d'impôt reflétée dans le compte de résultat s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	30 septembre 2012	30 septembre 2011
Produit (charge) théorique d'impôt sur les sociétés au taux en vigueur	45 412	4 432
Impôts différés actifs non activés	(46 232)	(6 294)
Provisions et charges non déductibles	(309)	2 026
Produits non taxables (crédit impôt recherche)	1 141	871
Impact des différences de taux d'impôt sur les sociétés	(12)	(1 031)
Produit (charge) d'impôt total	-	3

7.4.6. Résultat net par action

Sont présentées ci-dessous les informations sur les résultats et les actions ayant servi au calcul des résultats de base et dilué par action :

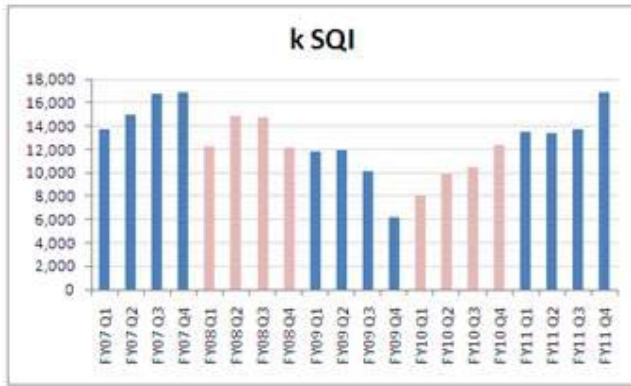
(en nombre d'actions)	30 septembre 2012	30 septembre 2011
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (hors actions propres) pour le résultat de base par action	122 076 792	104 118 407
Effet de la dilution prenant en compte la méthode du rachat d'action :		
Stock-options	-	219 905
ABSAAR	-	421 493
OCEANE	-	-
Actions gratuites	586 446	389 513
Effet dilutif	586 446	1 030 911
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (hors actions propres) ajusté pour le résultat dilué par actions	122 663 238	105 149 318

Les instruments dilutifs ne sont pas pris en compte dans le calcul du résultat par action dilué lorsqu'ils conduisent à réduire la perte par action calculée sur le nombre moyen d'actions en circulation.

7.5. Autres informations

7.5.1. Saisonnalité de l'activité

L'activité du Groupe ne présente aucun caractère saisonnier. Le graphique ci-dessous présente les ventes trimestrielles de plaques sur une période de cinq ans en volume, ce qui permet d'éliminer l'effet de la variation des taux de change et des prix de vente. Les fluctuations marquées correspondent aux cycles du secteur des semi-conducteurs ou aux phases de croissance liées à l'introduction de nouveaux produits par nos principaux clients.



Certains des marchés adressés peuvent avoir une saisonnalité propre (impact de Noël sur les ventes de consoles de jeux ou de la rentrée scolaire et universitaire sur les ventes de micro-ordinateurs) mais en réalité les fluctuations des ventes sont davantage liées aux phases de lancement de nouvelles générations de produits qui ne sont généralement pas saisonnières (exemple des consoles de jeu ou des tablettes introduites successivement aux Etats-Unis, puis en Asie, puis en Europe). De façon globale, les effets saisonniers pouvant affecter certaines applications sont dilués par la diversité des marchés adressés : produits de consommation (consoles de jeu, micro-ordinateurs, tablettes, smartphones...), produits industriels ou destinés aux entreprises (automobile, éclairage, serveurs).

L'activité énergie solaire (essentiellement vente de systèmes pour la construction de centrales) n'est sensible à aucun effet saisonnier.

7.5.2. Informations relatives aux parties liées

Certains membres du Conseil d'administration de la Société sont également administrateurs des sociétés ARM, Altatech et STMicroelectronics. Le Groupe a conclu des relations commerciales au cours de l'exercice écoulé avec ces sociétés. Ces transactions ont été négociées sans l'implication personnelle des membres du Conseil d'administration et la Direction du Groupe estime qu'elles ont été conclues avec suffisamment d'indépendance et conformément à des conditions normales de marché.

Les relations avec les parties liées, y compris les modalités de rémunération des dirigeants, sont restées comparables à celles de l'exercice clos le 31 mars 2012.

7.6. Evènements postérieurs à la clôture

Le Groupe a conclu un contrat cadre d'achat d'électricité photovoltaïque (Power Purchase Agreement) avec la compagnie nationale d'électricité Eskom pour un projet de centrale solaire de 44 MW sur le site de Touwsrivier en République Sud-Africaine.

8. Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle Période du 1^{er} avril au 30 septembre 2012

(Période du 1er avril 2012 au 30 septembre 2012)

Aux actionnaires

Soitec

Parc Technologique des Fontaines

Chemin Des Franques

38190 BERNIN

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Soitec, relatifs à la période du 1^{er} avril 2012 au 30 septembre 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Neuilly-sur-Seine et Meylan, le 19 novembre 2012

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Cabinet MURAZ PAVILLET

Philippe Willemin

Christian Muraz